



**Rapport de la 16^e réunion du Groupe de
travail sur l'avenir de l'Accord international
sur le Café, tenue le 5 août 2021**

Point 1 :	Adoption de l'ordre du jour	2
Point 2 :	Rapport de la 15 ^e réunion du Groupe de travail, tenue le 8 juillet 2021 ..	2
Point 3 :	Voix et contributions	2
Point 4 :	Rôle du secteur privé	4
Point 5 :	Projet d'accord international de 2021 sur le café	7
Point 6 :	Les prochaines étapes	7
Point 7 :	Nomination du vice-président par intérim pour 2020/21	7
Point 8 :	Questions diverses	8
Point 9 :	Date de la prochaine réunion	8

Le Groupe de travail sur l'avenir de l'Accord international sur le Café (GTAAC) s'est réuni pour la seizième fois le 5 août 2021. La Présidente, Mme Stefanie Küng (Suisse), a souhaité la bienvenue à tous les participants et a remercié les délégués de leur présence.

Les représentants des Membres suivants étaient présents en ligne via le logiciel Zoom : Brésil, Colombie, Cuba, Fédération de Russie, Honduras, Indonésie, Japon, Mexique, Nicaragua, Panama, Pérou, République démocratique du Congo, Suisse, Togo, Union européenne (Suède) et Viet Nam.

Point 1 : Adoption de l'ordre du jour

1. L'ordre du jour figurant dans le document WGFA-71/21 a été adopté.

Point 2 : Rapport de la 15^e réunion du Groupe de travail tenue le 8 juillet 2021

2. La Présidente a présenté le rapport de la réunion précédente, contenu dans le document WGFA-70/21.
3. Le Groupe de travail a pris note du rapport.

Point 3 : Voix et contributions

4. S'agissant des voix et contributions, la Présidente a rappelé la décision des États membres de concentrer les travaux du GTAAC sur les options V1.3, C1.2.3 et C2.3 du document WGFA-65 Rev. 1. Dans ce sens, le Secrétariat avait été chargé de présenter des projets de libellé des articles 12 et 20, qui ont d'abord été soumis au Groupe de rédaction le 23 juillet 2021, puis révisés pour tenir compte des observations recueillies au cours de la réunion du Groupe de rédaction.

5. Avant de rendre compte du document WGFA 69/21, le Directeur exécutif a résumé les progrès réalisés à ce jour grâce aux discussions tenues lors des dernières réunions du GTAAC :

- Décision de couper le lien entre les voix et les contributions, si les Membres le souhaitent.
- Décision de maintenir la distinction entre pays exportateurs et pays importateurs dans le calcul des voix.

- Ouverture à la modification, en principe, de la distinction entre pays exportateurs et pays importateurs dans le calcul des cotisations.
- Consensus sur l'adoption d'une variable différente pour le calcul des voix, variable utilisant une combinaison de 50% de la valeur et de 50% du volume (option V1.3).
- Ouverture à l'adoption, en principe, d'une variable différente pour le calcul des cotisations (valeur ou une combinaison du volume et de la valeur).

6. Le Directeur exécutif a ensuite illustré les différentes propositions incluses dans le document WGFA-69/21, à savoir :

- Projets de libellé pour l'article 12 sur les voix, sur la base de l'option V1.3, conformément aux discussions préalables du GTAAC.
- Projets de libellé pour l'article 20 sur les cotisations, sur la base des deux options encore en cours d'évaluation, C2.3 et C. 1.3.
- Proposition de révision du système des voix de base et de la contribution minimale, sur la base du système existant.
- Proposition de révision du plafond des voix et des contributions, sur la base du système existant et limitée aux options V1.3 et C1.2.3 (option C2.3 exclue).

7. Deux questions en suspens précédemment discutées au sein du Groupe de rédaction ont été portées à l'attention du GTAAC.

- En ce qui concerne les systèmes relatifs à l'adhésion et au retrait des Membres et leur impact sur le budget, il a été souligné qu'en cas de retrait, l'option C2.3 permettrait de supprimer un effet de "doublement", dans lequel toute réduction des contributions d'une catégorie de Membres (exportateurs ou importateurs) doit être compensée par une réduction égale des contributions de l'autre catégorie. Des discussions supplémentaires pour déterminer comment l'adhésion fonctionnerait seraient encore nécessaires.
- En ce qui concerne la question des dispositions transitoires, des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale de la part des Membres qui bénéficient du changement de méthode de calcul des contributions ont été proposées.

8. Avant d'ouvrir le débat, la Présidente a souligné qu'il était important de réduire le nombre des options concernant les contributions, comme cela a déjà été fait dans le cas des voix, où une préférence générale pour l'option V1.3 avait déjà été exprimée.

9. Le délégué du Viet Nam a réitéré sa préférence pour la proposition présentée par le Viet Nam visant à calculer les voix sur la base de 100% du volume (V1.2). En ce sens, la Présidente et le Directeur exécutif ont rappelé qu'aucune décision finale n'avait encore été prise et que l'option V1.2 était donc toujours sur la table.

10. Le délégué du Brésil a rappelé que ce point avait été longuement discuté lors des réunions précédentes, y compris lors de la dernière réunion du Groupe de rédaction. Une majorité de Membres s'est constamment exprimée en faveur d'une combinaison 50%-50% pour le calcul des cotisations et des voix. Il a exhorté le GTAAC à faire avancer la discussion sur ce sujet afin de se concentrer sur la question du rôle du secteur privé.

11. Le délégué du Viet Nam a indiqué qu'il ferait à nouveau rapport au gouvernement vietnamien et informerait le GTAAC de sa décision finale sur ce sujet.

12. La Présidente a indiqué que le gouvernement suisse avait une nette préférence pour l'option C2.3, notamment en raison des modalités d'adhésion et de retrait prévues dans cette option.

13. Le délégué du Mexique s'est prononcé en faveur du consensus obtenu sur les voix, ajoutant que l'option consistant à baser le calcul sur 100 % des échanges commerciaux ne reflétait pas l'esprit des autres initiatives de l'OIC. Bien que l'option C1.2.3 implique une augmentation des cotisations du Mexique, elle reste la meilleure option pour l'Organisation à moyen et à long terme.

14. En ce qui concerne les cotisations et plus particulièrement le point en suspens concernant l'adhésion et le retrait, le Directeur exécutif a rappelé que les Membres ont fortement suggéré que le Secrétariat identifie un mécanisme qui permettrait à l'Organisation de bénéficier de l'adhésion de nouveaux Membres. Dans ce sens, le Secrétariat continuera à travailler à l'identification d'une solution viable qui sera présentée lors de la prochaine réunion du GTAAC.

15. En ce qui concerne les articles 12 et 20, le délégué du Japon a fait savoir que son pays soumettrait officiellement et par écrit des propositions au Secrétariat dans un avenir proche.

Point 4 : Rôle du secteur privé

16. La Présidente a rappelé que lors des réunions précédentes, les Membres avaient souligné l'importance d'intégrer et d'accorder une représentation au sein du système de gouvernance de l'OIC non seulement au secteur privé mais aussi à la société civile, tout en garantissant une voix aux petits exploitants et aux associations du secteur.

17. Le Chef des opérations a résumé les débats qui se sont tenus jusqu'à présent sur le rôle du secteur privé dans le cadre du prochain accord :

- Différents modèles d'adhésion de membres non-gouvernementaux (UIT, OMT, OIT, etc.) et des options de cadre institutionnel ont été discutés ;
- Accord général sur la nécessité de maintenir la nature intergouvernementale de l'OIC.
- Accord sur l'intégration officielle du Groupe de travail public-privé sur le café (GTPPC) dans l'accord international de 2021 sur le café.
- Accord pour réformer le Conseil consultatif du secteur privé (CCSP) et le remplacer par un organe des Membres affiliés (OMA), comprenant le secteur privé et la société civile (ONG, universités, partenaires de développement, etc.).

18. Le Chef des opérations a souligné l'importance d'un accord sur les définitions du "secteur privé" et de "troisième secteur/société civile" dans le cadre du nouvel accord, principalement pour éviter tout malentendu sur leurs rôles et leur participation à l'OIC et pour définir qui serait autorisé à être un Membre affilié. Dans ce sens, le Secrétariat a suggéré de se référer aux définitions déjà approuvées par les États Membres de l'OIC dans le cadre de leur adhésion à d'autres organisations internationales (FAO, PNUD, etc.). La présentation avec les définitions est jointe au présent rapport.

19. En ce qui concerne l'organe des Membres affiliés, le Chef des opérations a souligné la nécessité de convenir d'abord du principe de l'affiliation puis de définir ensuite i) qui peut être Membre (sur la base des définitions mentionnées au point 18) ; ii) les modalités d'adhésion et de participation au Conseil international du Café ; iii) les procédures régissant leur participation au sein du nouvel accord ; iv) les avantages liés au statut de "Membre affilié".

20. La Présidente a ensuite ouvert la voie aux commentaires.

21. Selon le délégué du Brésil, les Membres affiliés devraient être présentés et approuvés par un État Membre de l'OIC, avant de soumettre leur approbation au Conseil. En ce qui concerne spécifiquement les Membres affiliés du secteur privé, le soutien a été exprimé uniquement pour l'adhésion d'associations, à l'exclusion des entreprises privées, permettant donc la représentation du secteur dans son ensemble et non individuellement. Le délégué du Brésil a soutenu l'idée d'accorder aux Membres affiliés la possibilité de participer aux sessions du Conseil, sans droit de vote et, en principe, avec un droit d'intervention. Il a exprimé son approbation quant à la création d'une structure de droits d'adhésion, qui serait appliquée de manière égale à tous les Membres affiliés potentiels.

22. La déléguée du Nicaragua s'est dite préoccupée par le risque de priver l'OIC de sa nature intergouvernementale si les Membres affiliés devaient être autorisés à participer au Conseil. Une participation et une collaboration plus larges avec le secteur privé et le troisième secteur sont souhaitables, mais le processus de décision doit rester la prérogative des États Membres. En ce qui concerne l'adhésion des Membres affiliés, elle a soutenu l'idée que les nouveaux Membres soient présentés et approuvés par les États Membres tout en s'opposant à l'application d'un droit d'adhésion, car cela empêcherait les associations de producteurs - notamment celles des petits pays - de participer au dialogue avec l'OIC.

23. En réponse à la déléguée du Nicaragua, le délégué du Brésil a affirmé qu'un droit d'adhésion symbolique serait un moyen d'assurer l'engagement du Membre affilié à l'égard de l'OIC et de créer un sentiment plus solide d'appartenance à l'Organisation. La création d'un comité mixte *ad hoc* composé des représentants du secteur privé et de la société civile et de tous les États Membres pourrait être une option possible pour permettre un dialogue direct et constant entre les parties avant chaque session du Conseil, évitant ainsi les interventions ouvertes des représentants non gouvernementaux au sein du Conseil.

24. Le Chef des opérations a précisé qu'aucune des options envisagées pour le rôle du secteur privé au sein du nouvel accord ne modifierait en quoi que ce soit la nature intergouvernementale de l'OIC, puisque les pouvoirs de décision appartiendraient toujours aux Membres. Permettre aux porte-parole du secteur privé et de la société civile de s'exprimer et de faire rapport à l'OIC serait un moyen de donner une voix à leurs préoccupations et de les porter à l'attention de l'OIC.

25. En réponse au Chef des opérations, la Présidente a confirmé qu'il y avait un consensus général sur la volonté d'accorder le statut d'affiliation/Membre non seulement au secteur privé mais aussi à la société civile, assurant ainsi une représentation complète de l'ensemble du secteur du café.

26. Le délégué du Honduras s'est déclaré pleinement favorable à une participation plus large du secteur privé à l'OIC, précisant que des procédures claires devraient être définies afin de préciser leur rôle au sein de l'OIC. En ce sens, il a informé qu'il présenterait quelques propositions lors de la prochaine réunion du GTAAC.

27. Considérant que les précieuses contributions fournies par les délégués ont rencontré, en principe, le consensus des autres représentants des États Membres, le Directeur exécutif a informé que le Secrétariat procéderait à la rédaction de propositions concrètes sur le sujet.

Point 5 : Projet d'accord international de 2021 sur le café

28. La Présidente a rappelé qu'il avait été demandé au Secrétariat d'élaborer un projet d'accord international sur le café sur la base des délibérations des réunions du GTAAC. Bien que toutes les délégations qui avaient promis d'envoyer leurs propositions ne l'aient pas fait, elle a proposé que le Groupe de rédaction se réunisse le 19 août pour commencer à examiner le projet de texte du nouvel accord. La Présidente a informé le Groupe de rédaction qu'il devrait commencer par le préambule, dont le projet de texte serait mis à disposition en ligne par le Secrétariat.

Point 6 : Les prochaines étapes

29. Concernant les voix et les cotisations, la Présidente a noté l'existence d'un consensus général sur les options V1.3 et C2.3 respectivement. Toutefois, elle a souligné que le Viet Nam soutenait les options V1.2 pour les voix et C2.2 ou C1.2.2 pour les cotisations, tandis que le délégué du Mexique était en faveur de l'option C1.2.3 pour les cotisations.

30. En outre, le Japon présentera officiellement des propositions écrites sur des projets de textes des articles 12 et 20, contenus dans le document WGFA-69/21.

31. La Présidente a indiqué que le Secrétariat présenterait également des propositions sur les questions en suspens.

32. En ce qui concerne le rôle du secteur privé, la Présidente a indiqué que le Secrétariat préparerait des propositions sur la base des discussions et des contributions recueillies au cours de la réunion du GTAAC ; elle a également confirmé que le Honduras présenterait des propositions sur ce sujet au Secrétariat.

33. Elle a indiqué que le Groupe de rédaction se réunirait le 19 août, afin de commencer à passer en revue le préambule de l'accord de 2021.

Point 7 : Nomination du vice-président par intérim pour 2020/21

34. Sur ce point, la Présidente a demandé à l'Ambassadeur Marco Farani, en sa qualité de porte-parole des Membres exportateurs, si un nom avait été proposé pour la nomination du vice-président par intérim du GTAAC.

35. L'Ambassadeur Farani a indiqué que M. Mick Wheeler, délégué de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, avait été nommé par les Membres exportateurs comme Vice-Président par intérim du GTAAC.

36. La Présidente a pris acte de la nomination du vice-président par intérim pour 2020/21.

Point 8 : Questions diverses

37. Le délégué du Brésil a rappelé aux Membres présents que la date limite de présentation des candidatures au poste de directeur exécutif avait expiré le 30 juillet 2021. Trois Membres ont présenté des candidats : le Brésil, la République démocratique du Congo et le Viet Nam.

38. Le Directeur exécutif a confirmé qu'un document faisant le point de l'état d'avancement du processus de nomination serait diffusé prochainement, afin de faciliter l'évaluation de l'éligibilité des candidatures par le Comité des finances et de l'administration.

39. Aucune autre question n'a été soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour.

Point 9 : Date de la prochaine réunion

40. La Présidente a indiqué que la prochaine réunion du GTAAC se tiendrait le 6 septembre 2021.

16th MEETING OF THE WORKING GROUP ON THE FUTURE OF THE ICA 2007

Chair: Ms Stefanie Küng, of
Switzerland

Thursday 5 August 2021



INTERNATIONAL
COFFEE
ORGANIZATION

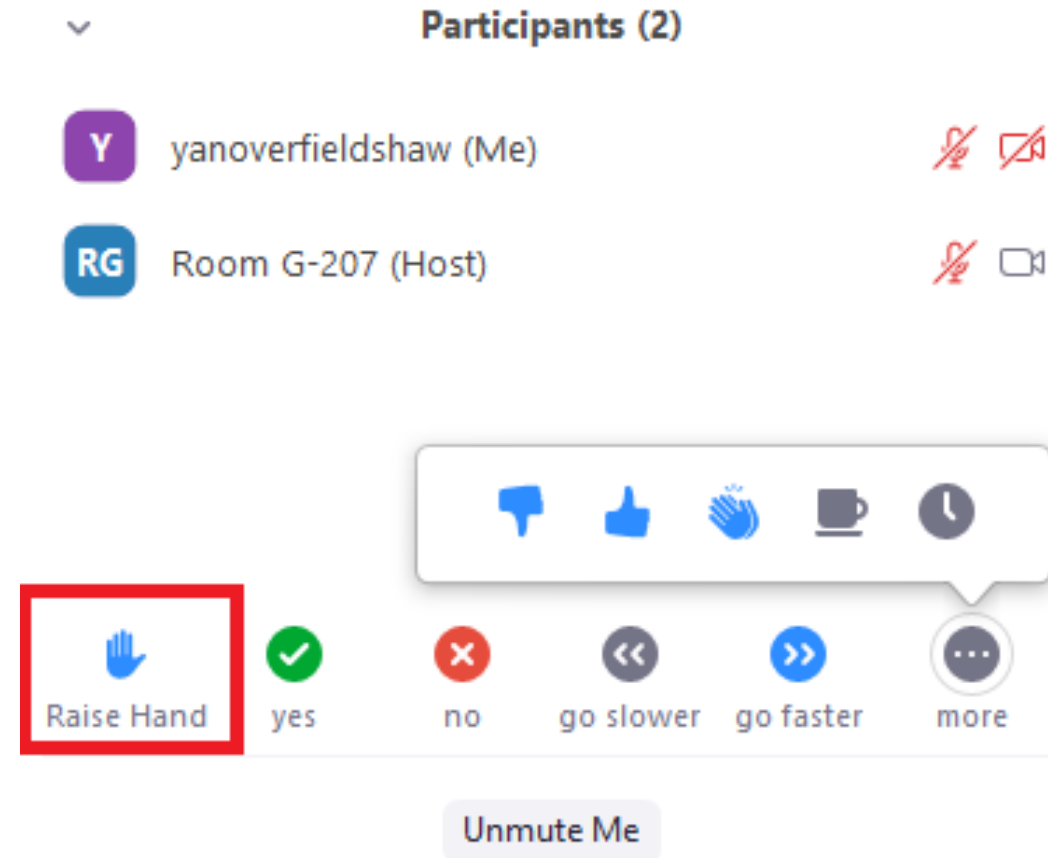
PROCEDURE ON HOW TO MAKE AN INTERVENTION

1. All Members are on 'mute' except for the Chair and the Executive Director. This is to reduce noise interruptions during the meeting.

2. If a Member would like to make a verbal intervention, please click on participants and press 'Raise Hand', then the Chair will give you the floor and you can unmute your microphone.

3. When asking a question Members can share their camera if they wish.

4. As a backup option – written questions can also be sent by text to the organizer in the Zoom chat.



DRAFT AGENDA (WGFA-71/21)

1. Draft Agenda – *to adopt*
2. Report of the 15th meeting – *to note*
3. Votes and contributions – *to consider*
4. Role of the private sector – *to consider*
5. Draft of the International Coffee Agreement 2021 – *to consider*
6. Next steps – *to agree*
7. Appointment of Vice Chair *ad interim* – *to appoint*
8. Other business – *to consider*
9. Date of next meeting – *to note*

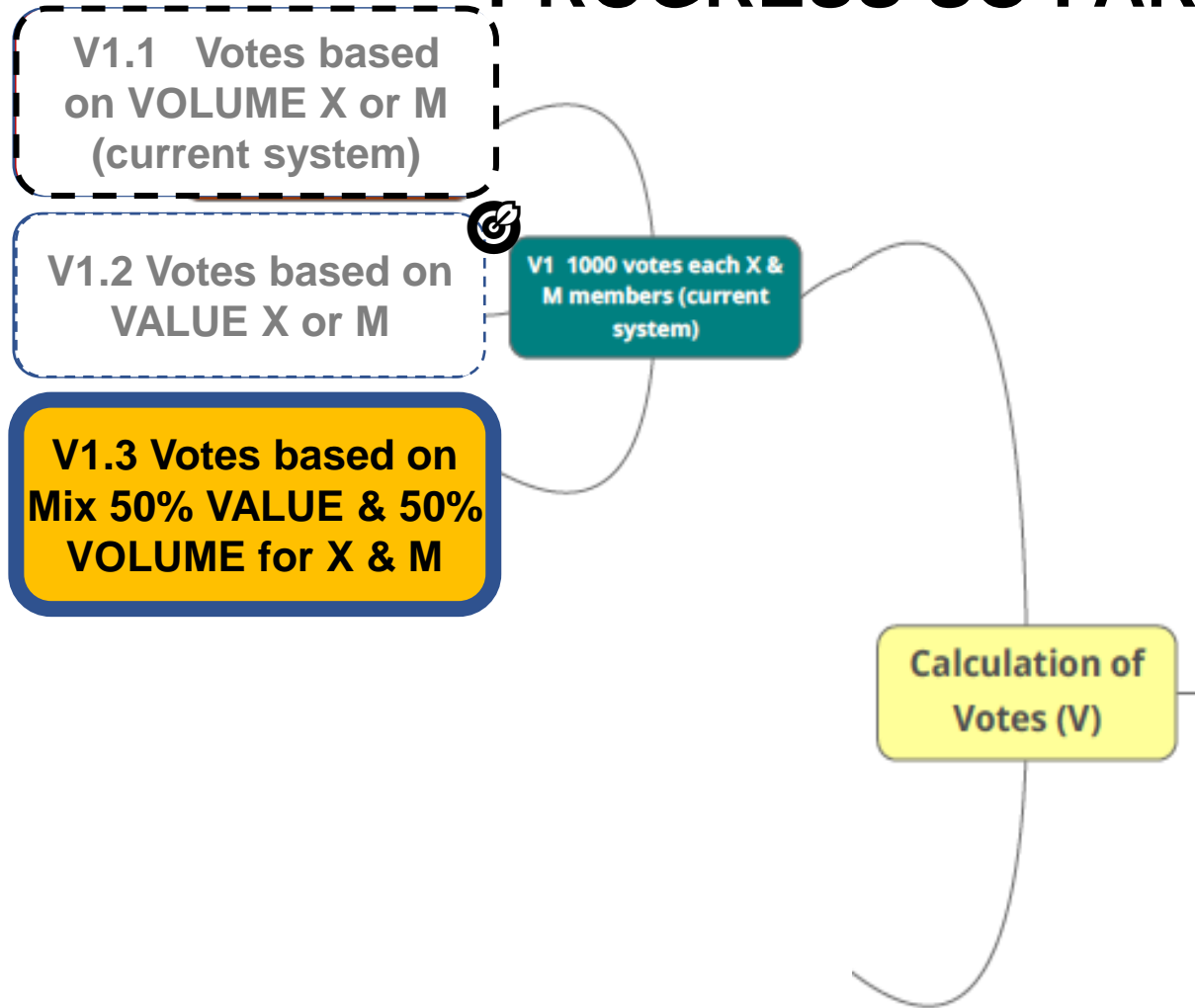
**Item 2. REPORT OF THE 15TH MEETING OF THE
WORKING GROUP - *to note (WGFA–
70/21)***

Item 3. VOTES AND CONTRIBUTIONS – *to consider (WGFA-69/21)*

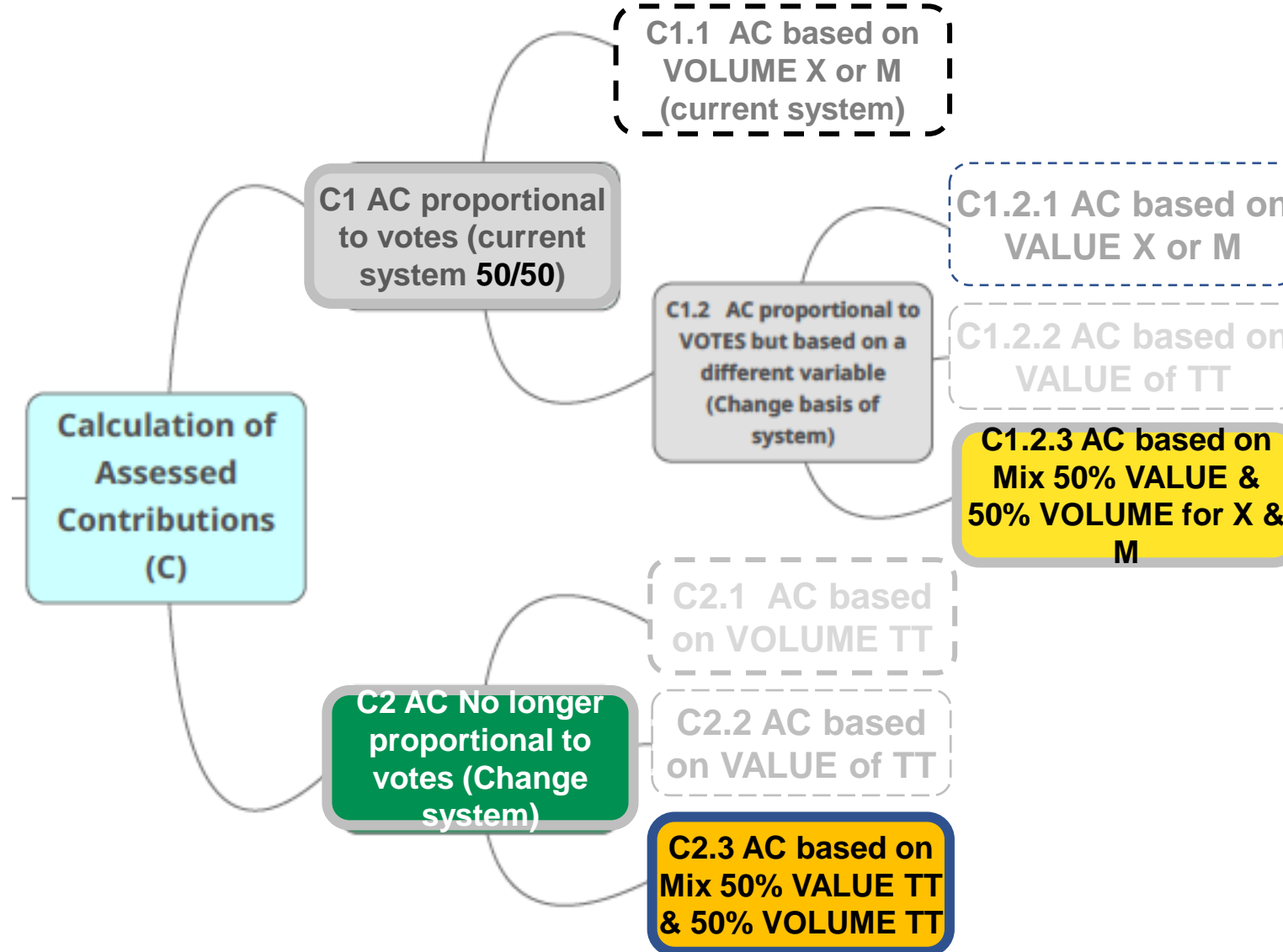
VOTES & CONTRIBUTIONS – PROGRESS SO FAR

- 1) Linking or delinking VOTES and CONTRIBUTIONS - **DELINK**
- 2) Maintaining or changing the distinction between exporting and importing countries in the determination of VOTES - **MAINTAIN**
- 3) Maintaining or changing the distinction between exporting and importing countries in the determination of CONTRIBUTIONS – **IN PRINCIPLE, CHANGE**
- 4) Maintaining **volume** of imports or exports as the basis for calculation of VOTES – **CHANGE & USE DIFFERENT VARIABLE = MIX 50% VALUE & 50% VOLUME**
- 5) Maintaining **volume** of imports or exports as the basis for calculation of CONTRIBUTIONS or using a **different variable** (value, total trade or a combination of the above) – **IN PRINCIPLE, CHANGE & USE DIFFERENT VARIABLE = MIX 50% VALUE & 50% VOLUME**

PROGRESS SO FAR - VOTES (**SELECTED**)



PROGRESS SO FAR - CONTRIBUTIONS (SELECTED)



VOTES & CONTRIBUTIONS (WGFA-69/21)

Proposals included in document:

- Narrow down options for calculation of contributions and budget formation – **Draft texts for Article 12 and 20, based on Outcomes V1.3; C2.3 and C1.2.3**
- Review fixed vs basic votes and minimum contributions – **Based on existing system**
- Review cap on votes and contributions – **Based on existing system for V1.3 and C1.2.3; excluded for C2.3**

VOTES & CONTRIBUTIONS

Pending issues:

- Examine systems regarding accession and withdrawal of Members and impact on budget:
 - In cases of withdrawal, Outcome C2.3 will eliminate “doubling” effect, wherein any reduction in the contributions of one category of Members (exporting or importing) must be matched by an equal reduction in the contributions of the other category
 - In cases of accession, to be determined
- Transitional arrangements:
 - Propose voluntary contributions to the Coffee Public-Private Trust Fund from Members that benefit from change in methodology for calculation of contributions
 - Others: required?

VOTES & CONTRIBUTIONS (WGFA-69/21)

Contents:

- Draft of Article 12, based on V1.3
- 2 drafts of Article 20, based on C2.3 and C1.2.3
- Tables with distribution of votes for V1.3
- Tables with distribution of contributions for C2.3 and C1.2.3
- Comparison tables with existing system
- Comparison graphs

Item 4. **ROLE OF THE PRIVATE SECTOR** – *to consider*

Options for increasing engagement, institutional Framework and non-governmental Membership

SUMMARY

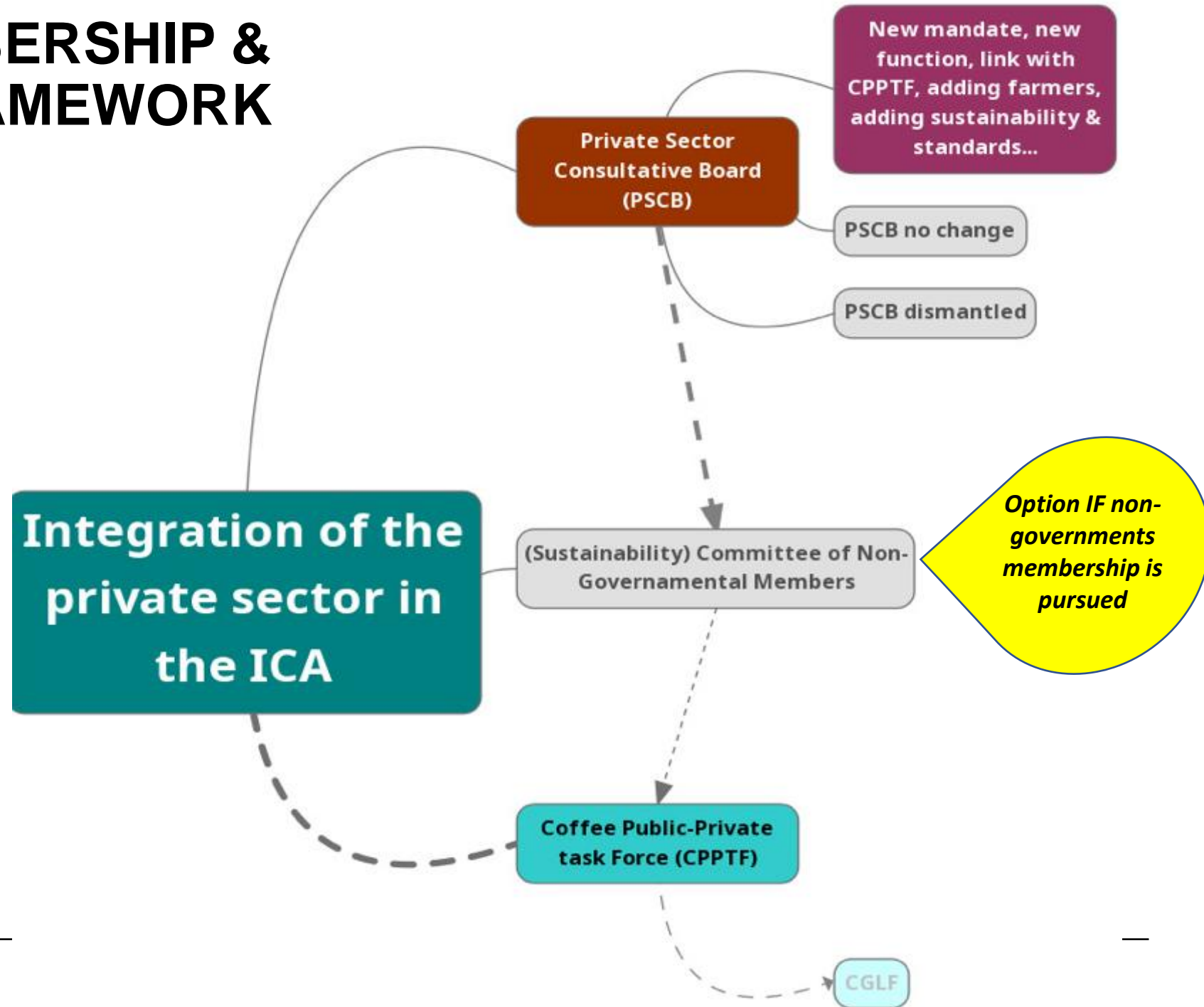
- A. DIFFERENT MODELS FOR NON-GOVERNMENTS MEMBERSHIP AND INSTITUTIONAL FRAMEWORK – OPTIONS DISCUSSED
- B. FORMS OF MEMBERSHIP & INSTITUTIONAL FRAMEWORK
- C. INSTITUTIONAL FRAMEWORK AND NON-GOVERNMENTAL MEMBERSHIP- PROGRESS SO FAR
- D. OTHER INSTITUTIONAL FRAMEWORK & MEMBERSHIP OPTIONS: THE REFORM OF THE PSCB
- E. AFFILIATION TO THE ICO – NON-GOVERNAMENTAL MEMBERSHIP

ANNEX (DEFINITION BY FAO, UNDP, ECOSOC)

A. DIFFERENT MODELS FOR NON-GOVERNMENTS MEMBERSHIP AND INSTITUTIONAL FRAMEWORK OPTIONS DISCUSSED

- **Different models analyzed** (Other inter-governmental organizations, such as the United Nations, the International Telecommunication Union (ITU), the United Nations World Tourism Organization (UNWTO) and the International Labour Organization (ILO) as well as ICBs)
- **Inter-governmental scope** of the ICO **UNCHANGED**
- **“SOME FORM OF” Membership extended NOT ONLY TO** the private sector **BUT ALSO** to civil society, academia and development partners (nations/regional/international)

B. FORMS OF MEMBERSHIP & INSTITUTIONAL FRAMEWORK



C. INSTITUTIONAL FRAMEWORK AND NON-GOVERNMENTAL MEMBERSHIP: PROGRESS SO FAR

- 1) Coffee Public-Private Task Force – **AGREED - INTEGRATED IN ICA 2021**
- 2) Private Sector Consultative Board (PSCB) – **TO BE REFORMED**

C. INSTITUTIONAL FRAMEWORK AND NON-GOVERNMENTAL MEMBERSHIP: PROGRESS SO FAR

- 1) **MAINTAIN** intergovernmental nature of the ICO

- 2) **INTEGRATE** the **Coffee Public Private Task Force (CPPTF) in the ICA**
 - CPPTF already been established by decision of the ICC
 - Effective instrument for building consensus and shared visions, as well as promoting actions by governments (ICO Members) and the private sector, while also engaging all key coffee-related institutions, NGOs, international and financial institutions/development partners and research bodies and academia.
 - Based on balance (50/50) between public and private sectors (sherpas)
 - Supported by observers and other stakeholders through the Technical Workstreams
 - Consensus building and recommendations submitted to the ICC for endorsement and to the CEO and Global leaders Forum

D. OTHER INSTITUTIONAL FRAMEWORK AND MEMBERSHIP OPTIONS – REFORM THE PSCB

3) **REFORM** the Private Sector Consultative Board (PSCB) and REPLACE it by **ESTABLISHING** a committee/body of affiliate members (AMB):

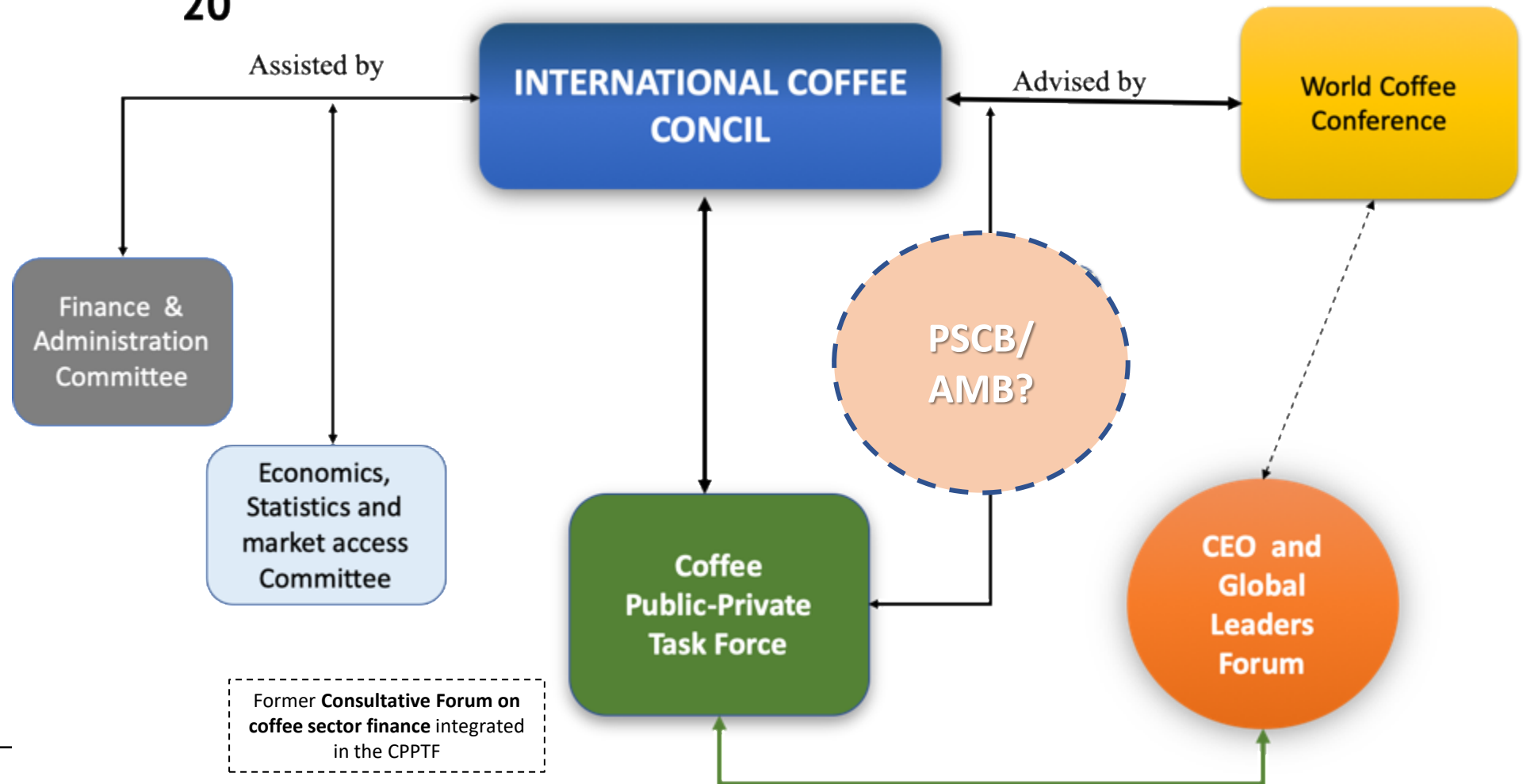
- Private sector
- Civil Society/Third sector
 - NGOs
 - Academia
 - Development partners and other interested entities

(UN/UNWTO model and related to the proposal of the Chair of PSCB)

RECOMMENDATIONS FOR THE NEW ICA (previous submission)

A. Streamlining the ICO governance structure in a new ICA

20



E. AFFILIATION TO THE ICO - NON-GOVERNMENTAL MEMBERSHIP

The new **ICA MUST DEFINE** what is “private sector” and what is the “third sector/civil society”:

- a) To avoid misunderstanding and possible confusion of roles and engagement with the ICO
- b) To define who is allowed to be an affiliated Member

Definitions: Best to refer to definitions already approved by ICO members through their membership with FAO, United Nations, UNDP.... (See Annex 1)

E. AFFILIATION TO THE ICO - NON-GOVERNMENTAL MEMBERSHIP

AFFILIATION

- 1) Affiliate members can be both private and public & national, regional, and international entities of the private Sector and civil society (*based on agreed definitions*)
- 2) An Affiliate Members Group/Body/Committee/Board (AMB) will be established
- 3) A procedure for the ICO to accept Affiliate members will be defined (country of origin, adherence to ICA objectives)
- 4) Through the AMB all non-governmental entities can benefit by accessing the ICO as a platform for dialogue and to voice their opinions to ICO members and all stakeholders

E. AFFILIATION TO THE ICO - NON-GOVERNMENTAL MEMBERSHIP

AFFILIATION

- 5) Affiliate members can attend open sessions of the ICC and related meetings as observers
- 6) A simple fee structure will be defined (on a voluntary basis for different categories) and linked to access to ICO statistics, other info and events
- 7) The AMB may be close to the proposal by the Chair of the PSCB on the establishment of a “matching body” to the IC
- 8) Two representatives of the Affiliate members (i.e. Chair & Vice-Chair) will become members of the CPPTF
- 9) Affiliate members can be members (sherpas) of the CPPT

CONCLUSION

1. Approve ICO Definitions
2. Approve articles for incorporating the CPPTF
3. Agree on the principle of affiliation
4. Define modalities/procedures for accession and engagement rules **with the ICC**
5. Draft and agree on ICA articles

**Item 5. DRAFT OF THE INTERNATIONAL
COFFEE AGREEMENT 2021 – *to
consider***
(WGFA-56/21 Rev. 1)

6. NEXT STEPS – *to agree*

1) Votes and Contributions

- Consensus on using V1.3 and C2.3
- However:
 - Viet Nam supports V1.2 for votes, and C2.2 or C1.2.2 for contributions
 - Mexico supports C1.2.3
 - Japan will present proposals on proposed texts of Articles 12 and 20
- Secretariat will prepare proposals on pending issues

2) Role of Private Sector

- Secretariat will prepare draft based on discussions in WGFA
- Honduras will present draft proposals to the Secretariat

3) Draft Agreement: start review with Preamble (Drafting Group)

7. APPOINTMENT OF VICE CHAIR a.i. – *to appoint*

8. OTHER BUSINESS – *to consider*

9. DATE OF NEXT MEETING – *to note*

THANK YOU!



**INTERNATIONAL
COFFEE
ORGANIZATION**

**ANNEX:
DEFINITIONS OF
PRIVATE SECTOR
AND CIVIL
SOCIETY/THIRD
SECTOR**



**INTERNATIONAL
COFFEE
ORGANIZATION**

F. AFFILIATION TO THE ICO - NON-GOVERNAMENTAL MEMBERSHIP DEFINITIONS

1) FAO STRATEGY FOR PARTNERSHIPS WITH CIVIL SOCIETY (separation Private sector vs Civil Society)

Civil Society: A definition

- In 1998 the UN defined civil society as: “**the sphere in which social movements organize themselves around objectives, constituencies, and thematic interests.**”
- Civil society is a broad category which encompasses a wide variety of organizations, which although different, often share certain common goals, resources and/or approach in order to maximize their decision-making capacity, advocacy and knowledge.
- FAO strategy considers civil society as **those non-state actors who fit within three main categories**
 - **member-based organization,**
 - **non-governmental organization and**
 - **social movement** (that work in the areas related to FAO’s mandate).

.....For the scope of FAO Strategy, **any national or international non-governmental organization (INGO), association or foundation which has been set up by private entities**, therefore stemming from a **profit-seeking perspective**, as well as **cooperatives**, which generally have for-profit orientations, will be considered under the Strategy for partnerships with the private sector.

F. AFFILIATION TO THE ICO - NON-GOVERNAMENTAL MEMBERSHIP DEFINITIONS

2) FAO STRATEGY FOR PRIVATE SECTOR ENGAGEMENT 2021-2025 (**separation Private sector and Civil Society**)

(It defines also the required engagement and conditions)

SCOPE OF THE PRIVATE SECTOR:

For the purposes of this Strategy, FAO considers the private sector to encompass a broad array of entities, ranging from farmers, fishers, foresters, livestock herders, and MSMEs (including cooperatives, farmers/fishers/foresters/livestock producers' organizations and social enterprises) to large firms, both domestic and multinational companies, and philanthropic foundations.

This Strategy also takes account of **industry and trade associations and consortia** that represent private sector interests.

Any consortium, organization or foundation largely funded or governed by private entities will be considered private sector, **as well as state-owned enterprises (SOEs).**

REMARKS *Academia and research institutions are not covered by this new Strategy.*

F. AFFILIATION TO THE ICO - NON-GOVERNAMENTAL MEMBERSHIP DEFINITIONS

REFERENCES:

FAO STRATEGY FOR PRIVATE SECTOR ENGAGEMENT 2021-2025 (**separation Private sector and Civil Society**)

It defines also the required engagement and conditions

Table 1. Types of private sector entity FAO plans to engage

Farmers and farmers' organizations¹⁰	Farmers (including small-scale and family farmers) and farmers' organizations are important constituents, not only as private sector entities and agents of change, but also as beneficiaries of private sector engagement. FAO is committed to facilitating the advancement of the UN Decade on Family Farming and continues to prioritize its work focusing on family farmers, small-scale fishers and foresters.	Micro-, small and medium-sized enterprises (MSMEs)	Micro-, small and medium-sized agri-food and rural non-farm enterprises, including start-ups, play a critical role in achieving food security and eradicating poverty. FAO promotes the development of MSMEs as key drivers in realizing the socio-economic potential of the agri-food and rural non-farm sectors, with special emphasis on youth- and women-led businesses.
Producers' organizations and cooperatives¹¹	Producers' organizations and cooperatives play a pivotal role in empowering farmers, fishers and foresters, helping them to access markets, technologies and financial services, but also in boosting their productivity and capacity to innovate.	Large firms: large national and multinational companies, including state-owned enterprises	Large firms (including large national and multinational companies and SOEs). Multinational corporations and companies have developed bilateral private sector partnerships with FAO on a broad range of thematic topics in recent years.

F. AFFILIATION TO THE ICO - NON-GOVERNAMENTAL MEMBERSHIP DEFINITIONS

REFERENCES:

FAO STRATEGY FOR PRIVATE SECTOR ENGAGEMENT 2021-2025 (**separation Private sector and Civil Society**)

It defines also the required engagement and conditions

Table 1. Types of private sector entity FAO plans to engage

Financial institutions	Financial institutions, including international and national development banks, commercial banks and private investors, impact investors and other private investment institutions play a critical role to improve the investment process and capitalize on the potential of innovative finance to de-risk and mobilize private investment to achieve the SDGs.
Industry, trade associations and private sector consortia¹²	Industry, trade associations and consortia allow FAO to achieve greater impact through collaborations with a range of committed, like-minded stakeholders that have the capacity to scale up for impact in terms of achieving the SDGs and food security and nutrition.
Philanthropic foundations	Philanthropic foundations have a pivotal role to play in achieving the 2030 Agenda and are an important source of financing for development.

F. AFFILIATION TO THE ICO - NON-GOVERNAMENTAL MEMBERSHIP DEFINITIONS

UNDP STRATEGY FOR PRIVATE SECTOR

Table 1. Types of private sector entity FAO plans to engage

Annex I. UNDP's definition of the private sector

The private sector is a basic organizing principle of economic activity in a market-based economy where private ownership is an important factor, where markets and competition drive production, and private initiative and risk-taking set activities in motion.

The private sector includes a wide range of **market actors** that may operate either in the **informal or formal economy**:

- **Multinational companies** with global reach and operations (e.g. from the North and the South, and with wide presence in multiple countries, including in UNDP programme countries);
- **Large domestic companies**;³
- Micro, small and medium enterprises⁴ (**MSMEs**);
- **Business intermediaries and interlocutors** such as Chambers of Commerce and Industry, business associations, innovative alliances, business roundtables, stock exchanges and **a new generation of cooperatives**.
- **Social enterprises** and other innovative constellations formed to address a specific development issue or cause;
- **Mutual organizations** (such as Visa, MasterCard, asset management companies, cooperative banks, mutual saving banks, credit unions, mutual insurance/assurance and health care companies); and
- **State Owned Enterprises (SOE)**,⁷ i.e. either wholly or partially owned by a government and that engage in commercial activities as part of an open market system.

F. AFFILIATION TO THE ICO - NON-GOVERNAMENTAL MEMBERSHIP DEFINITIONS

UNDP STRATEGY FOR PRIVATE SECTOR

Table 1. Types of private sector entity FAO plans to engage

UNDP's Definition of Private Sector



Note: Sporadic, non-commercial income generating activities by individuals are not considered to be in the private sector

ECOSOC and NGOs

ECOSOC consultative status

ECOSOC remains the only main UN body with a formal framework for NGO participation.

This accreditation framework benefits both the United Nations and the NGOs. As stated by resolution 1996/31 on the “Consultative relationship between the United Nations and non-governmental organizations,” “... Consultative arrangements are to be made, on the one hand, for the purpose of enabling the Council or one of its bodies to secure expert information or advice from organizations having special competence in the subjects for which consultative arrangements are made, and, on the other hand, to enable international, regional, sub-regional and national organizations that represent important elements of public opinion to express their views.”

— ECOSOC resolution 1996/31, part II, paragraph 20

ECOSOC and NGOs

While ECOSOC has the opportunity to avail itself of valuable and expert advice from NGOs, the NGOs in turn also **have the opportunity of expressing their views and influencing the work of the Council.**

NGOs have specialized competence, hands-on experience and flexibility that is of great value to the UN. For instance, by having consultative status, a NGO could:

- Provide expert analysis on issues directly from its experience in the field;
- Serve as an early warning agent;
- Help monitor and implement international agreements;
- Help raise public awareness of relevant issues;
- Play a major role in advancing United Nations goals and objectives; and
- Contribute with essential information at organization events.

ECOSOC and NGOs

On the other hand, ECOSOC provides NGOs the opportunity to be heard by a truly global audience and contribute to its agenda.

A NGO with consultative status can:

- Attend international conferences and events;
- Make written and oral statements at these events;
- Organize side events;
- Enter United Nations premises; and
- Have opportunities to network and lobby.

Please note that ECOSOC does not provide funding or financial support of any kind to any organization with which it partners. However, social networking at ECOSOC events allows organizations to expand their contacts and knowledge base to explore possible partnerships and joint ventures with various stakeholders.

ECOSOC and NGOs

The application process

Consultative relationships with ECOSOC may be established with international, regional, sub-regional, and national non-governmental, non-profit, public or voluntary organizations.

Main requirements to determine eligibility for consultative status with ECOSOC include, among others:

- The work of the NGO must be relevant to the work of ECOSOC;
- It must have a transparent and democratic decision-making mechanism and a democratically adopted constitution;
- It must have an established headquarters with an executive officer;
- It must have been in existence for at least 2 years in order to apply;

ECOSOC and NGOs

- It should have the authority to speak for its members;
- It should have a representative structure;
- It must have appropriate mechanisms for accountability; and
- It must provide to the Committee financial statements, including contributions and other support, and expenses, direct or indirect.

NGOs affiliated with an international organization already in consultative status with ECOSOC can be granted consultative status by the ECOSOC Committee on NGOs if they demonstrate that their programme of work is of direct relevance to the aims and purpose of the United Nations.

An organization that applies for consultative status should attest that it has been in existence for at least two years as at the date of receipt of the application by the Secretariat.

— ECOSOC resolution 1996/31, part IX, paragraph 61(h)

Six simple steps to obtain consultative status with ECOSOC:

Each step of the application process is described in detail in the following pages. The steps included in the process of your application and subsequent review and approval by ECOSOC are the following:

- Creating a profile for your organization;
- Submitting the online application which includes a questionnaire and supporting documentation;
- Initial screening of your application by the NGO Branch to ensure that your application is complete;
- Review of your application by the ECOSOC Committee on NGOs at its regular session in January or at its resumed session in May every year;
- Recommendation by the Committee;
- Decision taken by ECOSOC on your application in April (for applications considered at the regular session) and July (for applications